

PARENTS ET CRÈCHES :

Le diktat du marché

Sarah, deux ans et demi, fait ses premiers pas aujourd'hui dans une crèche. Sac à dos et tablier rose pour la circonstance, un petit coucou de la main, une larme aux yeux de la maman et la voilà qui entre dans un nouveau monde : la crèche ou la maternelle. Sarah ou plutôt ses parents ont de la chance, ils ont pu décrocher une place dans une crèche de bonne réputation. Cela n'a pas été chose aisée. Pour y parvenir, ils ont eu à connaître l'amère réalité de ce marché.

Chaque début d'année, le problème des capacités d'accueil des crèches et maternelles ressurgit. Les couples se heurtent à cet obstacle et avec lui une succession de désagréments, notamment pour la maman. Cette dernière, qui veut concilier vie familiale et professionnelle en toute quiétude, n'y parvient pas aisément du fait du manque d'infrastructures. Devant une demande de plus en plus croissante, le marché des crèches dicte ses règles en termes de prix et de normes.

Coût d'une inscription à la crèche

Le prix d'une inscription à la crèche varie d'une structure à une autre. Dans une crèche municipale, il est situé entre 4 000 et 4 500 dinars par mois. Dans une crèche privée, ce tarif est des plus extensifs, entre 3 000 et 8 000 dinars par mois. «Mon premier réflexe a été de me diriger directement vers une crèche privée. Je pensais que l'encadrement serait meilleur et que, surtout, les horaires seraient flexibles», raconte une jeune maman, cadre supérieur dans une entreprise privée. «Ma surprise fut grande lorsque j'ai su que pour 7 000 dinars par mois, mon enfant serait surveillé par un gardien à partir de 17 h 15. La directrice de cette crèche ne prend même pas la peine de payer des heures supplémentaires à ses éducatrices», ajoute-t-elle, choquée.

«Dans le secteur privé, les prix sont libres, certes, sauf qu'il y a des normes à respecter. Comment expliquer que vous payez 8 000 dinars par mois sans savoir comment votre enfant est pris en charge. Lorsque vous posez des questions : Que va-t-il manger. Aura-t-il droit à des sorties ? Combien sont-ils dans une classe ? Les réponses sont des plus évasives», relè-



Photo : DR

ve pour sa part un papa. « Il y a un abus flagrant de la situation des parents ! », conclut-il. Ce sentiment est partagé par bon nombre de parents. En effet, l'investissement considérable et comptant des femmes au marché du travail n'est pas appuyé par les crèches dont l'expérience est loin de répondre aux normes en matière de capacités d'accueil ainsi que du personnel qualifié. Ces structures privées sont un mal nécessaire.

Les couples, qui ne disposent pas d'un budget financier conséquent, font appel au système D : laisser son enfant chez sa mère, belle-mère ou le confier à une nourrice du voisinage

Manque d'infrastructures

L'investissement public dans le secteur des tout-petits connaît une inadéquation avec la demande, laissant ainsi les portes ouvertes aux crèches privées dont les capacités d'accueil demeurent également insuffisantes.

Sous le couvert de l'anonymat, une psychologue travaillant au ministère de l'Intérieur relève : «Nous avons conscience des manquements aux normes et aux règles d'usage. Nous assainissons la situation petit à petit.» Et d'ajouter : «Cela, d'une part. D'autre part, les parents ont une part de responsabilité dans la situation qui prévaut. Ils ne prennent pas le temps de se renseigner sur les obligations de cette

structure d'accueil ou bien dénoncer les abus.»

Encadrement législatif de cette activité

Les garderies d'enfants et crèches sont encadrées par une loi que les opérateurs y exerçant omettent d'appliquer. Le décret exécutif n° 92-382 du 13 octobre 1992 portant organisation de l'accueil et la garde de la petite enfance est clair. Avant même la construction de la bâtisse, des règles sont à respecter. Dans la partie relative aux conditions de réalisation, d'ouverture et de fonctionnement dudit décret, il est stipulé dans son article 8 : «La réalisation d'un centre d'accueil et de garde de la petite enfance est subordonnée à la délivrance préalable d'un permis par le wali, sur la base d'un dossier comportant, en plus des pièces et documents requis pour une construction, les plans et la description détaillée du projet, l'implantation envisagée et les activités prévues. Le délai imparti pour se prononcer sur la demande de permis ne saurait excéder une période de trois mois qui court à compter de la date de dépôt du dossier au niveau de la wilaya. Passé ce délai, le permis est réputé acquis.» Et d'ajouter dans son article 9 : «L'autorisation d'ouverture et de fonctionnement pour les deux formes de garde est délivrée par le wali après constatation de la conformité des lieux, des locaux et installations présentant des

garanties suffisantes de sécurité, d'hygiène et de salubrité morale aux normes et conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des Affaires sociales. Un dossier technique, constitué notamment du titre légal d'occupation, du permis de construire, d'un plan de masse visé par un bureau d'études dûment agréé ou un architecte, de l'emplacement et la capacité d'accueil du centre d'accueil et de garde.» La capacité d'accueil et de garde d'un centre d'accueil est également fixée. Elle varie entre 40 et 200 places maximum.

Les obligations de la crèche

Les petits enfants ne doivent pas être placés sous la responsabilité de la nièce au chômage qui «surveille» des enfants pour dépanner. Dans son article 18, il est stipulé : «Le centre d'accueil et de garde est placé sous la responsabilité effective et permanente d'un médecin, psychologue, psycho-pédagogue, sage-femme, infirmier, enseignant, éducateur qualifié ou assistante sociale.» Et d'ajouter dans l'article suivant : « Le responsable d'un centre d'accueil et de garde ne peut diriger plus d'un établissement à la fois. Il est seul responsable de son établissement ainsi que des enfants qui lui sont confiés. Il doit en conséquence exercer son activité en s'assurant contre tous risques pour couvrir la responsabilité civile de son

établissement et de son personnel». S'agissant de la transparence de la gestion de cet établissement, le centre d'accueil et de garde doit disposer d'un règlement intérieur porté à la connaissance des parents et qui, précise notamment, les conditions de prise en charge, les horaires de fonctionnement et le trousseau nécessaire à l'enfant. Le centre d'accueil et de garde ainsi que la nourrice à domicile sont tenus d'assurer des repas chauds aux enfants accueillis. Pour ce qui est des activités des enfants, il est mentionné dans l'article 27 : «Le centre d'accueil et de garde ainsi que le domicile de garde de la nourrice à domicile doivent être dotés de jeux et jouets éducatifs en nombre suffisant et adaptés aux besoins des enfants accueillis favorisant leur développement physique et leur épanouissement intellectuel, le mobilier étant suffisant et adapté à leur âge.»

S'agissant des tarifs pratiqués, il est stipulé dans l'article 33 qu'ils sont assurés sur la base d'une participation financière couvrant tout ou partie des frais d'accueil, de garde et d'entretien.

Il est aussi précisé dans l'article 34 : «Les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article 33 ci-dessus sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés des Affaires sociales et des Finances. Ils font l'objet d'une révision périodique dans les mêmes formes.»

M. O.